



Assemblée générale

Distr. générale
29 août 2024

Original : français

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4–15 novembre 2024

Rapport national soumis en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

République Démocratique du Congo

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



Introduction

1. Le présent rapport est soumis par le Gouvernement de la RDC au titre du 4ème cycle de l'Examen périodique universel.
2. La préparation et la soumission de ce rapport traduisent la volonté du pays de respecter ses engagements et obligations en matière des droits de l'homme, en dépit du contexte politique, économique et social caractérisé par l'insécurité dans sa partie Est.
3. Il est rédigé conformément aux directives contenues dans la Résolution 5/1 de juin 2007 du Conseil des Droits de l'Homme, ainsi que dans la Décision 17/119 de juin 2011, comportant les directives générales adoptées par le Conseil pour la préparation des informations qui servent à l'examen du 4ème cycle et des cycles suivants.
4. Il comporte un état de mise en œuvre des recommandations issues du 3ème cycle, l'état de mise en œuvre des engagements volontaires, les nouveaux enjeux, notamment les avancées et les difficultés rencontrées ainsi que les difficultés susceptibles de requérir un soutien de la communauté internationale.
5. Il s'articule autour des points suivants : Description de la méthodologie et du processus général de collecte des renseignements fournis dans le cadre de l'EPU (I) ; Faits nouveaux intervenus depuis le 3ème cycle de l'aperçu général de la RDC notamment sur le cadre normatif et institutionnel en rapport avec la promotion et la protection des droits de l'homme (II) ; Promotion et protection des droits de l'homme sur terrain (III) ; Respect des obligations internationales en matière des droits de l'homme (IV) ; Suite donnée à l'examen précédent (V) ; Recensement des progrès et des meilleures pratiques, des difficultés et des contraintes liées à la mise en œuvre des recommandations acceptées (VI) ; Priorités, initiatives et engagements nationaux mis en œuvre (VII) ; Attentes (VIII).

I. Méthodologie et processus général de consultation pour la préparation des renseignements fournis

A. Suivi de la mise en œuvre des recommandations

6. A l'issue du passage de la RDC lors du 3ème cycle de l'EPU le 7 mai 2019, 239 recommandations avaient été acceptées.
7. En novembre 2019, le Ministère des Droits Humains, à travers le Comité interministériel des droits de l'homme (CIDH), avec l'appui du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), avait organisé un pré-atelier de classification par thématique, des 239 recommandations suivi d'un atelier élargi aux représentants de quelques ministères sectoriels-clés et services étatiques compétents ainsi que des organisations de la société civile, avec l'appui technique et financier du BCNUDH et de UPR-Info, a permis de valider le tableau de classification thématique des recommandations et d'identifier les différents acteurs de mise en œuvre, en s'appuyant sur un plan intégré existant des recommandations émanant des autres mécanismes de protection des droits de l'homme.
8. Pour faciliter la vulgarisation des recommandations acceptées issues du 3ème cycle de l'EPU, un document de sensibilisation a été préparé par le CIDH, sous l'égide du ministère des Droits Humains avec l'appui technique et financier du BCNUDH, suivi de l'organisation de deux émissions radio et télévisée, notamment sur la chaîne nationale de télévision RTNC n° 2, avec la participation des Secréaires Permanents du CIDH, des représentants de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et de la société civile, et sur le media onusien Radio Okapi.

B. Elaboration d'un rapport à mi-parcours

9. Dans le but de respecter son engagement volontaire, un rapport national à mi-parcours a été préparé et soumis en 2022, avec l'appui du BCNUDH, à l'issue des consultations qui

ont réuni les représentants de plusieurs ministères sectoriels-clés et les organisations thématiques de la société civile.

C. Préparation du Rapport national

10. La préparation et la soumission du présent rapport ont connu les étapes ci-après :
- Consultations des ministères sectoriels-clés, des institutions et autres services compétents notamment la Présidence de la République, la Primature, le Conseil Supérieur de la Magistrature, le Parlement à travers les Commissions Permanentes des Droits de l'Homme, Genre, famille et Enfant, Défense et Sécurité de l'Assemblée Nationale, la CNDH ainsi que les organisations thématiques de la société civile à Kinshasa et dans les provinces, en vue de recueillir des informations relatives aux mesures législatives et administratives ainsi qu'aux politiques, plans, programmes, stratégies, actions menées à divers niveaux entre septembre 2019 et mars 2024, en rapport avec la mise en œuvre des recommandations acceptées ;
 - Collecte de données dans les provinces avec l'appui du BCNUDH et du UPR Trust Funds notamment : Equateur ; Tshopo, Haut-Katanga, Maniema, Kinshasa ;
 - Elaboration du projet de rapport national par le CIDH ;
 - Organisation à Kinshasa d'un atelier de validation du rapport national à soumettre au Groupe de travail EPU qui a réuni les représentants des institutions publiques, la CNDH, les OSC, le corps diplomatique et les agences du système des Nations Unies.

II. Faits nouveaux intervenus depuis l'examen précédent

11. Depuis septembre 2019, le cadre normatif et institutionnel des droits de l'homme en RDC a sensiblement évolué, notamment avec l'adoption de plusieurs textes légaux et réglementaires visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme à savoir.

A. Cadre normatif

12. Depuis son dernier passage à l'EPU, la RDC a adopté les textes suivants :
- Loi organique portant protection et promotion des droits des personnes vivant avec handicap ;
 - Loi portant promotion et protection des peuples autochtones pygmées ;
 - Loi portant protection et responsabilité des défenseurs des droits de l'homme ;
 - Loi déterminant les principes fondamentaux relatifs au régime pénitentiaire ;
 - Loi modifiant et complétant le Code pénal congolais de 1940 spécialement en matière de prévention et répression de la traite des personnes ;
 - Loi fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et autres crimes ;
 - Ordonnance-loi modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code Pénal Congolais en matière des violences faites au genre ;
 - Décret créant un Conseil National de l'Enfant ;
 - Décret créant un Fonds Spécial de Répartition de l'Indemnisation aux victimes des activités illicites de l'Ouganda en République Démocratique du Congo ou à leurs ayant-droits ;
 - Décret créant un Fonds de Développement du Service Universel ;
 - Arrêté Ministériel portant création, organisation et fonctionnement d'un centre de Monitoring et alertes humanitaires.

B. Cadre institutionnel

13. La RDC a mis en place plusieurs structures concourant à la bonne marche de l'État de droit et à la promotion des droits de l'homme, notamment :

- Le Fonds National des Réparations des Victimes de Violences Sexuelles liées aux conflits et de victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité ;
- Le Fonds Spécial de Réparation et d'Indemnisation des Victimes des Activités Illicites de l'Ouganda en RDC ;
- La Caisse de Solidarité Nationale et de Gestion Humanitaire des Catastrophes ;
- Le Fonds d'Intervention pour l'Environnement ;
- L'Autorité de Régulation du Marché Carbone ;
- L'Office Congolais de l'Eau ;
- L'Office National pour la Stabilisation de la Famille.

III. Promotion et protection des droits de l'homme sur le terrain

A. Respect des obligations internationales

14. Depuis le 3^{ème} rapport national à l'EPU, dans le souci de respecter et sauvegarder les droits de l'homme en RDC, plusieurs mesures d'ordre législatif, judiciaire et administratif ont été prises pour renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme.

15. Il s'agit notamment de l'adoption de la loi n° 23/027 relative à la protection et à la responsabilité du défenseur des droits de l'homme en RDC, la condamnation des auteurs des graves violations des droits de l'homme et des campagnes de sensibilisation de la population en matière de droits de l'homme.

B. Engagements souscrits volontairement

16. En décembre 2023, lors de la cérémonie de commémoration du 75^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme tenue à Genève, le Gouvernement de la République a volontairement souscrit à 5 engagements en matière des droits de l'homme à savoir :

- Mettre tout en œuvre pour réduire, à travers la prévention, la prise en charge et la répression judiciaire, les cas de violences contre les femmes et les filles et poursuivre la mise en œuvre des engagements pris au niveau continental dans le cadre de la masculinité positive ;
- Faire du droit au développement, une réalité, à travers des politiques et mesures législatives dans divers domaines y compris dans le secteur des industries extractives pour lever les obstacles au développement et assurer la durabilité environnementale et, matérialiser la réalisation des droits des personnes vivant avec handicap ou le VIH/SIDA ainsi que celles atteintes d'albinisme, les peuples autochtones pygmées, par des mesures concrètes dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelles, de l'habitat, de la santé, de l'emploi et de l'accès à la justice ;
- Renforcer la protection des civils, grâce à une police de proximité et une armée républicaine respectueuses des droits de l'homme ainsi qu'à travers des mécanismes efficaces de redevabilité tel que l'Auditorat Militaire et l'Inspection Générale de la Police et, renforcer également la lutte contre l'impunité à tous les niveaux y compris le recours à l'expertise médico-légale, aussi bien pour les abus et violations des droits civils et politiques que pour le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels, à travers des Cours et Tribunaux indépendants et disposant des

ressources humaines et matérielles répondant aux besoins des populations congolaises ;

- Promouvoir la justice transitionnelle, à travers la mise en œuvre de la politique nationale de justice transitionnelle sur toute l'étendue de la RDC et, soutenir activement la redynamisation de l'Entité de Liaison des Droits de l'Homme qui est l'unique cadre de concertation et de collaboration impliquant les acteurs nationaux et internationaux œuvrant dans la promotion et la protection des droits de l'homme ;
- Renforcer l'espace civique à travers la protection des droits des défenseurs des droits de l'homme et journalistes et, l'appui aux organisations et associations communautaires engagées dans l'inclusion et la participation des femmes et des jeunes, dans les initiatives visant la promotion de la paix, de la cohésion sociale, le développement local et la protection de l'environnement en RDC.

17. La mise en œuvre de certains de ces engagements a permis ce qui suit :

- La création au sein du Ministère du Genre, Famille et Enfant, d'une « Cellule Technique Mixte de Masculinité Positive » représentée dans chaque Province de la République ;
- L'adoption, le 7 mars 2024, de 4 Décrets d'application de la Loi portant protection et promotion des droits des personnes vivant avec handicap notamment sur la représentation des personnes avec handicap, l'accessibilité, la création du Fonds national d'appui à l'accessibilité et à l'autonomisation de la personne avec handicap et les facilités administratives, fiscales et douanières pour les organisations des personnes avec handicap ;
- La mise sur pied d'un Comité Scientifique de Justice Transitionnelle sous l'égide du Ministère des Droits Humains, et ayant élaboré en 2021, un Projet de Politique Nationale de Justice Transitionnelle ;
- L'organisation des consultations nationales pour la Justice Transitionnelle dans 14 Provinces de la RDC : Kinshasa – Kongo Central – Kasai – Kasai Central – Kasai Oriental – Lualaba-Tanganyika – Sankuru – Lomami – Tshuapa – Haut-Katanga – Haut-Lomami – Haut-Uélé – Bas-Uélé ;
- La mise en place et le début des travaux de la Commission Provinciale Vérité, Justice et Réconciliation du Kasai Central ;
- La création d'un Fonds d'Indemnisation de Justice Transitionnelle doté d'un budget de 2.000.000.000 de Francs Congolais soit l'équivalent de 788.800 USD ;
- La redynamisation de l'Entité de Liaison des Droits de l'Homme, par la désignation des membres du Secrétariat Technique, du Comité des Experts et du Comité de Pilotage ;

18. Toujours, dans le cadre de la mise en œuvre de certains de ces engagements, les activités ci-dessous ont été organisées :

- Consécration de la date du 02 août de chaque année comme « Journée Nationale de commémoration du GENOCOST » ;
- Du 22 au 23 février 2024, formation à Kinshasa de 70 personnes dont 30 femmes par le FONAREV sur « La préparation aux missions de documentation et certification des événements en Province » ;
- Du 9 au 15 avril 2024, formation à Kalemie, Province du Tanganyika, de 26 Officiers de Police dont 4 Officiers et des Officiers supérieurs de l'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise, 1 Agent de la Police Technique et Scientifique et des OPJ de différentes composantes de la Police dans la Province de Tanganyika, portant sur « La protection des droits de l'homme et l'expertise médico-légale dans les enquêtes » ;
- Du 05 au 7 juin 2024, renforcement des capacités de 30 OPJ de l'Unité de Protection de l'Enfant et Lutte contre les Violences Sexuelles de la PNC sur « La prévention et le suivi efficace des violations des droits de l'homme et de la violence sexuelle » ;

- En juillet 2024, formation à Bukavu, Province du Sud Kivu, de 150 Elèves OPI sur l'introduction à la médecine légale ;
- Du 17 au 18 juillet 2024, formation de 37 Magistrats civils et militaires de 4 ressorts de Juridiction de la ville de Kinshasa sur « La lutte contre la torture et le Protocole d'Istanbul », organisée par le Conseil Supérieur de la Magistrature.

C. Sensibilisation du public aux DH

19. De 2019 à 2023, à l'occasion des journées internationales des droits de l'homme et de soutien aux victimes de la torture, le Ministère des droits humains a organisé des concours d'art oratoire sur des thématiques des droits de l'homme ouverts aux étudiants des universités nationales. Les gagnants ont pu bénéficier de divers prix d'encouragement.

20. Durant l'année 2023, dans le cadre de la célébration du 75ème anniversaire de la DUDH, le Ministère des droits humains, conjointement avec ses partenaires, a organisé plusieurs activités de sensibilisation du public aux droits de l'homme dans des écoles, universités et églises à travers le pays.

21. Dans le cadre de la journée internationale de sensibilisation à l'autisme (02 avril 2024), le Ministère en charge des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables a organisé une semaine de sensibilisation du public à l'autisme du 02 au 08 avril 2024 à travers la ville de Kinshasa.

D. Coopération avec les mécanismes relatifs aux DH

22. La délégation de la RDC, représentée par le Ministère des Droits Humains, prend régulièrement part aux sessions du Conseil des droits de l'homme, des Organes des Traités ainsi que de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

23. En outre, la RDC entretient une coopération étroite avec les différentes procédures spéciales notamment les Experts désignés dans le cadre de la situation qui a prévalu dans la Province du Kasai.

24. Depuis la fin du 3^{ème} cycle de l'EPU, la RDC a préparé et a soumis des rapports ci-après au titre de ses engagements et obligations en matière des droits de l'homme.

Organes de l'ONU

- Rapport additif au 4^{ème} Rapport périodique sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- Rapport additif au 2^{ème} Rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- Présentation du 6^{ème} Rapport périodique sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- Soumission du Rapport initial sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ;
- Soumission du Rapport exceptionnel sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes des discriminations à l'égard des femmes ;
- Soumission du Rapport EPU à mi-parcours.

Organes de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples :

- 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème} Rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et le 2^{ème} Rapport périodique sur la mise en œuvre du Protocole à la Charte concernant les droits des femmes en Afrique.

Comité des Experts pour les droits et le bien-être de l'enfant :

- Processus de préparation et soumission en cours ;
- La préparation et l'élaboration du rapport sont achevées ;
- Il ne reste plus que la validation par toutes les parties prenantes et la soumission.

IV. Suites données aux recommandations issues du 3^{ème} cycle de l'EPU

A. Ratification des traités

Rec. : 119.1 ; 119.3 ; 119.5 ; 119.19 ; 119.20 ; 119.21 ; 119.22 ; 119.23 ; 119.24 ; 119.25 ; 119.26

25. Depuis le 23 février 2022, la RDC a déposé à l'Union Africaine, l'instrument de ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique du 22-23 octobre 2009, à la suite de l'adoption par le Parlement de la Loi n° 14/025 du 08 juillet 2014 autorisant la ratification.

26. En ce qui concerne la Convention relative au statut des apatrides du 28 septembre 1954 et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie du 30 août 1961, le Gouvernement a préparé 2 projets de textes de lois de ratification qu'il s'appête à déposer au Parlement.

B. Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)

Rec. : 119.54 ; 119.56 ; 119.57 ; 119.58 ; 119.59

27. Le 15 décembre 2022, l'Assemblée Nationale a entériné les nouveaux membres de la CNDH, le 23 janvier 2023, le Président de la République a procédé à leur investiture puis, le 23 mars 2023, ils ont prêté serment devant la Cour Constitutionnelle.

28. Quant aux ressources budgétaires allouées à la CNDH pour l'exercice 2024, elle est de 17.668.171,647 Francs Congolais équivalent à 70.159.012 USD soit une légère augmentation par rapport aux budgets antérieurs. (Voir ODD 16 cible 6).

C. Comité Interministériel des Droits de l'Homme (CIDH)

Rec. : 119.41

29. Depuis 2020, le CIDH dispose d'un personnel nommé par le Ministre des Droits Humains et rémunéré par le Trésor public. En 2021, il a été doté d'un bâtiment.

30. De même, en septembre 2021, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, à travers le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme de la MONUSCO, a doté le CIDH des équipements et matériels de travail pour son fonctionnement.

31. A ce jour, ce Comité dispose d'une ligne budgétaire dans le budget 2024 du Ministère des Droits Humains d'un montant de 200.000.000 de Francs Congolais équivalent à 78.880 USD. (ODD 16 cible 6).

D. Coopération avec les mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme

Rec. : 119.28 ; 119.32 ; 119.33 ; 119.34

32. Depuis 2019, le Gouvernement de la République, à travers le Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, le Ministère de la Défense, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère des Droits Humains, s'emploie à mettre en œuvre les recommandations contenues dans le

Rapport A/HRC/41/31 du 7 mai 2019 du Rapport de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai, notamment par des condamnations prononcées au 1^{er} degré à l'égard des présumés assassins de 2 experts de l'ONU dans le Kasai.

33. Depuis la ratification, par la RDC, du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale, il existe un accord de coopération judiciaire renouvelé le 02 juin 2023 entre la RDC et la CPI.

34. La RDC poursuit sa collaboration avec le système des Nations Unies ainsi que ses partenaires internationaux notamment la MONUSCO.

E. Mécanisme national de prévention de la torture

Rec. : 119.47 ; 119.48 ; 119.49 ; 119.50 ; 119.51 ; 119.52 ; 119.53 ; 119.55

35. Le 10 février 2023, une Commission *ad hoc*, mise sur pied à l'initiative du Ministère des droits humains et composée des représentants des institutions étatiques concernées par la thématique et des représentants des organisations de la société civile, a élaboré, avec l'assistance technique des Experts du Sous-Comité pour la prévention de la Torture, un Avant-Projet de Loi portant création d'un Mécanisme National de Prévention de la Torture en RDC, en tenant compte des exigences du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que les Principes de Paris.

36. Cet Avant-Projet de Loi portant création du MNP en RDC sera très prochainement déposé au Parlement, après soumission à la Commission des Lois puis présentation en Conseil des Ministres. (ODD 16 cibles 2 et 3).

F. Protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes

Rec. : 119.90 ; 119.91 ; 119.92 ; 119.97 ; 119.99 ; 119.100 ; 119.101 ; 119.102 ; 119.103 ; 119.104 ; 119.108 ; 119.110 ; 119.97

37. En plus des efforts du Gouvernement visant à offrir aux acteurs de la société civile en général et les professionnels des médias et les défenseurs des droits de l'homme en particulier, un environnement propice pour l'exercice de leurs activités ou apostolat, il faut noter :

- La tenue du 26 au 29 janvier 2022 à Kinshasa des états généraux de la Communication et des médias en vue d'établir un diagnostic de la situation de la presse et des journalistes en RDC ;
- La publication de l'Ordonnance Loi n 23/009 du 13 mars 2023 fixant les modalités d'exercice de la liberté de presse, la liberté d'information et d'émission par la Radio et la Télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en RDC ;
- La promulgation de la Loi n° 23/027 du 15 juin 2023 relative à la protection et à la responsabilité du défenseur des droits de l'homme en RDC ;
- L'adoption de l'Édit n° 001/2019 du 30 novembre portant protection des défenseurs des droits humains en Province du Nord-Kivu ;
- La proposition d'Édit portant protection des défenseurs des droits de l'homme en Province du Sud-Ubangi.

G. Amélioration du cadre légal de promotion et de protection des droits de l'homme

Rec. : 119.36 ; 119.37

38. Depuis 2019, une série d'initiatives visant à améliorer le cadre légal de promotion et de protection des droits de l'homme a été prise, à travers la promulgation des lois ci-après :

- Ordonnance – Loi n° 20/058 du 30 juin 2020 portant mesure collective de grâce en faveur de plusieurs personnes et politiciens ;
- Loi organique n° 22/003 du 3 mai 2022 portant protection et promotion des droits des personnes vivant avec handicap ;
- Loi n° 22/030 du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées ;
- Loi n° 22/067 du 26 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais en matière de prévention et de la répression de la traite des personnes ;
- Loi n° 22/065 fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection et à la réparation des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité du 26 décembre 2022 ;
- Ordonnance-loi n° 23/009 du 13 mars 2023 fixant les modalités d'exercice de la liberté de presse, la liberté d'information et d'émission par la Radio et la Télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en RDC ;
- Loi n° 23/028 du 15 juin 2023 déterminant les principes fondamentaux relatifs au régime pénitentiaire ;
- Loi n° 23/027 du 15 juin 2023 relative à la protection et à la responsabilité des défenseurs des droits humains ;
- Ordonnance-loi n° 23/024 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant le Décret du 06 août 1959 portant Code de procédure pénale en lien avec la gratuité des frais de justice pour les victimes des violences basées sur le genre.

H. Renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme

Rec. : 119.39 ; 119.63 ; 119.64 ; 119.66 ; 119.67 ; 119.193 ; 119.147

39. D'une manière générale, après le troisième cycle de l'EPU de la RDC, les modules de formation en matière de renforcement des capacités des forces de sécurité et de défense se sont poursuivis notamment au niveau de l'Académie de la Police Nationale Congolaise où deux promotions des Commissaires de Police ont bénéficié, depuis 2022, des formations en matière des droits de l'homme.

40. Il convient aussi de noter, l'intégration de l'approche « droits de l'homme » dans les modules de formation au sein des Académies Militaires et Académies de Police Nationale.

41. En 2020 et 2021 les Forces de défense et de sécurité ont bénéficié de formations en droits humains à travers le Service d'Education Civique, Patriotique et d'Actions Sociales. A titre illustratif, 1.571 militaires ont été formés au mois de mai 2024 dans la Province de l'Equateur.

42. Outre les Forces de défense et de sécurité, des agents relevant d'autres services étatiques ont également bénéficié des formations sur les droits humains et la lutte contre les violences sexuelles. (ODD 4 cibles 4 et 7).

I. Droits civils et politiques

Droit à la vie – droit à la liberté – droit à la sécurité des personnes – Administration de la justice – lutte contre l'impunité – primauté du droit – Libertés fondamentales

Rec. : 119.69 ; 119.62 ; 119.89 ; 119.83 ; 119.93 ; 119.94 ; 119.95 ; 119.96 ; 119.98 ; 119.105 ; 119.106 ; 119.107 ; 119.109 ; 119.111 ; 119.112 ; 119.118 ; 119.119

43. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces recommandations, les mesures ci-après ont été prises :

- Promulgation de la Loi n° 22/067 du 26 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret du 30 janvier 1940 portant Code pénal congolais en matière de prévention et de répression de la traite des personnes ;
- Opérationnalisation de l'Agence pour la prévention et la lutte contre la traite des personnes ;
- Promulgation de l'Ordonnance-loi n° 20/058 du 30 juin 2020 portant mesure collective de grâce en faveur de plusieurs personnes et politiciens ;
- Promulgation de la Loi portant ratification de l'ordonnance loi n° 23/009 du 13 mars 2023 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse, d'information et d'émission par la radio et la Télévision, la presse écrite ou tout autre moyen de communication en République Démocratique du Congo ;
- Promulgation de la Loi portant ratification de l'ordonnance loi n° 23/010 du 13 mars 2023 portant Code du numérique. (ODD 16 cible 6).

J. Lutte contre l'impunité

Rec. : 119.68 ; 119.70 ; 119.113 ; 119.116 ; 119.194 ; 119.195 ; 119.200 ; 119.201 ; 119.202 ; 119.203 ; 119.120 ; 119.121 ; 119.122 ; 119.124 ; 119.125 ; 119.126 ; 119.127 ; 119.128 ; 119.129 ; 119.130 ; 119.131 ; 119.132 ; 119.133 ; 119.134 ; 119.135 ; 119.136 ; 119.137 ; 119.138 ; 119.139 ; 119.140 ; 119.141 ; 119.142 ; 119.143 ; 119.144 ; 119.146

44. La lutte contre l'impunité de graves violations des droits de l'homme s'est traduite, depuis 2019, par un traitement accru des dossiers d'enquêtes et de poursuites judiciaires notamment par des juridictions militaires suivant les statistiques ci-après :

- Nombre de dossiers reçus : 2.472.
- Nombre de dossiers traités : 1.027.
- Nombre de dossiers non-traités : 1.445.
- Pourcentage de dossiers traités : 41,55%.
- Pourcentage de dossiers non-traités: 58,45%.
- Nombre d'enquêtes effectuées : 3.917.

K. Droits économiques, sociaux et culturels

Droit à l'éducation, Droit à la santé, Droit au travail, Droit au salaire décent, Droit à la sécurité sociale

Rec. : 119.46 ; 119.60 ; 119.78 ; 119.79 ; 119.148 ; 119.151 ; 119.152 ; 119.153 ; 119.154 ; 119.155 ; 119.156 ; 119.157 ; 119.158 ; 119.159 ; 119.160 ; 119.161 ; 119.162 ; 119.163 ; 119.164 ; 119.165 ; 119.166 ; 119.167 ; 119.168 ; 119.169 ; 119.170 ; 119.171 ; 119.172 ; 119.179 ; 119.180 ; 119.174

45. Dans le but de mettre en œuvre ces recommandations, des mesures ci-après ont été adoptées :

- La poursuite du processus de mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base avec comme conséquence la réinsertion d'un nombre important d'enfants dans le système éducatif ;
- Le relèvement du taux brut de scolarisation de 114,8% en 2022 à 115,7% en 2023 ;
- Le lancement en 2022 de la Couverture Santé Universelle dans le cadre du renforcement du système de sécurité sociale et du développement de l'assurance maladie ;
- L'adoption d'une feuille de route nationale déclinée en 5 axes stratégiques ;

- La suppression du paiement direct à travers un système d'Assurance Maladie adapté et ciblé par catégorie des populations, conformément à l'alinéa 1 de l'article 70 de la loi n° 17/002 du 08 février 2017 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la mutualité qui rend obligatoire l'assurance maladie pour toutes les personnes offrant la possibilité de rétention des cotisations à la source ;
 - La création par Décret en date du 9 avril 2022 de 5 établissements publics suivants :
 - Agence Nationale d'Ingénierie clinique, de l'informatique de Santé devenu Agence Nationale d'ingénierie clinique et du numérique de la Santé « ANICNS ».
 - Autorité de régularisation et de contrôle de la CSU « ARC-CSU ».
 - Fonds de promotion de la santé « FPS ».
 - Fonds de Solidarité de Santé « FSS ».
 - Institut National de Santé Publique « INSP ».
46. Dans le même ordre, d'autres mesures ci-après ont été adoptées :
- La mise en œuvre du Projet de Développement des 145 territoires (PDL-145) ;
 - L'élaboration de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
 - La mise en œuvre de la Politique et la Stratégie de mise en œuvre de la Politique Nationale de la Protection Sociale (PNPS) ;
 - La poursuite de la modernisation et du rajeunissement de l'Administration Publique à travers l'Ecole Nationale d'Administration (5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} Promotion) ayant formé 400 Administrateurs Civils de 2019-2022) ;
 - Le recrutement sur concours de la quatrième vague de 1.000 JPO (Programme Jeunes Professionnels) conformément au statut des Fonctionnaires et Agents Publics de l'Etat ;
 - L'élargissement des structures standards de la deuxième vague dans 13 administrations centrales afin de migrer au budget programme dans différents Ministères ;
 - La mise en retraite de plus de 4.000 fonctionnaires de l'Etat à travers la CNSSAP (Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat) ;
 - La création du régime d'assurance -maladie universelle obligatoire (RAMU) instituée par la loi n° 37-2014 du 27 juin 2014 complétée et modifiée par la loi n° 12-2023 du 12 mai 2023 ;
 - L'adoption du programme pour l'Emploi des jeunes (PROYEN) ;
 - La mise en place du Mécanisme National d'appui et de suivi de la mise en œuvre du Plan National pour l'emploi des jeunes ;
 - L'adoption du Projet Start Up et entrepreneuriat : Programme PAD MPME pour le financement des projets des jeunes et programmes de Développement pour l'innovation et l'Entrepreneuriat des jeunes avec un fonds de 100 millions de dollars destinés à financer les jeunes en milieu scolaire et académique ;
 - Le recrutement de 2.000 Inspecteurs du Travail en septembre 2023 ;
 - Le recrutement de 75 Inspecteurs des Finances en décembre 2021 ;
 - La fixation et le contrôle de l'application du SMIG ;
 - La création du Conseil National de Certification Professionnelle CNCP ;
 - L'organisation des sessions du Conseil National du Travail CNT (Patronat, Travailleurs et l'Etat) ;

- L'actualisation du fichier de référence des fonctionnaires de l'Etat (FRAP) pour la maîtrise des effectifs, majoration du salaire des fonctionnaires, alignement de nouveaux fonctionnaires, enseignants et des médecins ;
- L'organisation en 2021 et 2022 de l'atelier sur la rationalisation des prix et tarifs des produits et services de santé en RDC ;
- La signature en 2021 de l'Arrêté 007/CAB/MIN/ECONAT/JKY/DELD/2021 du 07 août 2021 portant fixation des tarifs des services aériens sur les réseaux domestiques en RDC.

47. La Couverture Santé Universelle en RDC, est l'option politique prise par le Chef de l'Etat pour exprimer son engagement à assurer la santé pour tous, l'accès aux services et soins de santé de qualité, équitablement répartis et sans que cela n'entraîne une barrière financière pour toutes les catégories de la population, conformément à la recommandation 202 de l'OIT ainsi qu'à l'article 47 de la Constitution. (ODD 4 cibles 3 et 4 ; ODD 3 cibles 3 et 7 ; ODD 1 cible 3).

L. Groupes vulnérables

Rec. : 119.149 ; 119.150 ; 119.181 ; 119.182 ; 119.264

48. Afin de renforcer des programmes de prise en charge en faveur des groupes les plus vulnérables, il a été créé un nouveau Ministère en charge des Personnes Vivant avec Handicap et Autres Personnes Vulnérables doté d'un Secrétariat Général.

49. A cela s'ajoute le Ministère des Affaires Sociales et Actions Humanitaires qui s'occupe notamment du volet catastrophes humanitaires et de prise en charge des personnes vulnérables.

50. Quatre Décrets d'application de la Loi portant promotion et protection des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables ont été promulgués.

51. De plus, il a été procédé au lancement, en novembre 2023, de la campagne nationale de vulgarisation de la loi PVH. (ODD 1 cibles 2, 3 et 4).

M. Droits de la femme

Rec. : 119.80 ; 119.61 ; 119.81 ; 119.183 ; 119.184 ; 119.185 ; 119.186 ; 119.187 ; 119.188 ; 119.189 ; 119.190 ; 119.191 ; 119.215 ; 119.216 ; 119.217 ; 119.218 ; 119.219 ; 119.220 ; 119.221 ; 119.222 ; 119.223 ; 119.224 ; 119.225 ; 119.226 ; 119.227 ; 119.228 ; 119.229 ; 119.230 ; 119.231 ; 119.232

52. La mise en œuvre de ces recommandations a abouti, depuis le dernier cycle de l'EPU, à la création d'un Fond de réparation pour les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre et autres crimes (FONAREV), assorti d'un Décret portant institutionnalisation des « *One stop center* » visant à accroître l'offre des services multisectoriels en faveur des survivantes de violences sexuelles.

53. La RDC est partie au Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes en Afrique. L'article 14 dudit Protocole a été plusieurs fois vulgarisé afin d'appliquer ses dispositions.

54. Les directives ont été élaborées par le programme national de santé de la reproduction pour appliquer l'avortement sécurisé.

55. En ce qui concerne la mise en œuvre du PAN 2018-2022 de mise en œuvre de la Résolution 1325, plusieurs actions ont été menées notamment l'installation de Secrétariat 1325 en Provinces, suivies de l'organisation des sessions de formation et de sensibilisation à l'intention des organisations œuvrant pour la promotion et la protection des droits des femmes ainsi que des Leaders d'opinion et des jeunes.

56. Dans le même ordre, une Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences basées sur le genre révisée en 2020 a été adoptée, suivie de la campagne tolérance zéro lancée le 19 juin

2021, et la 1^{ère} Conférence des hommes sur la masculinité positive tenue à Kinshasa le 25 novembre 2021.

57. S'agissant des mesures visant à favoriser la participation des femmes dans la vie politique et publique, il sied de noter l'existence au Ministère du Genre, Famille et Enfant d'un projet de « Stratégie Nationale de la Participation Politique de la Femme à la Gouvernance Démocratique » qui sera bientôt adoptée. (ODD 1 cible 4, ODD 5 cibles 1, 2, 3, 4 et 5).

N. Lutte contre les violences sexuelles

Rec. : 119.192 ; 119.196 ; 119.197 ; 119.198 ; 119.199 ; 119.204 ; 119.205 ; 119.206 ; 119.207 ; 119.208 ; 119.209 ; 119.210 ; 119.211 ; 119.212 ; 119.213 ; 119.214

58. En 2020, le Gouvernement de la République a mis à jour sa Stratégie Nationale de Lutte Contre Les Violences Basées Sur Le Genre (SNVBG) adoptée en 2009.

59. Dans le même ordre, l'Ordonnance-loi n° 23/024 du 11 septembre 2023 modifiant et complétant le décret du 06 aout 1959 portant Code de procédure pénale en lien avec la gratuité des frais de justice pour les victimes des violences basées sur le genre a été promulguée. (ODD 1 cibles 4, ODD 1 cibles 4, ODD 5 cibles 1, 2, 4 et 5).

O. Droits de l'enfant

Rec. : 119.40 ; 119.42 ; 119.43 ; 119.65 ; 119.75 ; 119.173 ; 119.175 ; 119.176 ; 119.177 ; 119.178 ; 119.233 ; 119.234 ; 119.235 ; 119.236 ; 119.237 ; 119.238 ; 119.239 ; 119.240 ; 119.241 ; 119.242 ; 119.243 ; 119.244 ; 119.245 ; 119.246 ; 119.247 ; 119.248 ; 119.249 ; 119.250 ; 119.251 ; 119.252 ; 119.253 ; 119.254 ; 119.265

60. Concernant les recommandations relatives à la promotion et la protection des droits de l'enfant, des mesures suivantes ont été prises :

- Promulgation du Décret n° 22/26 du 20 octobre 2022 portant organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Enfant ;
- Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées pour empêcher le mariage d'enfants.

61. Un plan d'action interdisant l'enrôlement des enfants dans les groupes armés a été adopté, suivi d'un Programme d'actions pour la réinsertion des enfants soldats.

62. Par Arrêté n° 00122/CAB.MIN/MINES/01/2020 du 06 mars 2020, la Commission interministérielle relative au travail dans les mines artisanales (CISTEMA) a été créée pour le suivi du travail des enfants dans les mines artisanales.

63. Un projet de 5 ans a été adopté pour appuyer le bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans l'approvisionnement du Cobalt dont les Provinces de Lualaba et Haut-Katanga ont été les premières bénéficiaires. En février 2022, une mission d'indentification des bénéficiaires de ce Projet a couvert les sites de Kasulu, Bwaya et Fungurume.

64. Une police minière surveille les mines artisanales pour lutter contre l'emploi des enfants dans les mines. (ODD 5 cible 3, ODD 10 cible 3, ODD 16 cible 2).

P. Droits des personnes handicapées

Rec. : 119.255 ; 119.256 ; 119.257 ; 119.258

65. S'agissant de la mise en œuvre de ces recommandations, la RDC se réfère aux informations fournies concernant les personnes vulnérables contenues dans les paragraphes ci-dessus cités. (ODD 10 cible 2).

Q. Droits des peuples autochtones pygmées

Rec. : 119.77 ; 119.260 ; 119.261 ; 119.262 ; 119.263

66. La mise en œuvre de ces recommandations a conduit à l'adoption de la Loi n° 23/030 du 15 juillet 2022 portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées promulguée le 16 novembre 2022.

67. Un programme national de promotion des droits des peuples autochtones pygmées a été adopté et doté d'un budget de 3.000.000.000 de Francs Congolais, équivalent à 1.183.198,5 USD. (ODD 1 cible 2).

R. Lutte contre l'apatridie

Rec. : 119.266 ; 119.267

68. Dans le cadre de la lutte contre l'apatridie, il a été créé et mis en place en 2019 au sein du Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, d'un Comité National de Prévention de Lutte contre l'Apatridie, suivi de l'adoption, en octobre 2021, d'un plan d'action National de lutte contre l'apatridie. (ODD 10 cible 2).

S. Entreprises et droits de l'homme

Rec. : 119.82

69. Organisation d'un atelier national relatif aux Entreprises et droits de l'homme du 22 au 23 juin 2023, au cours duquel une Feuille de route a été adoptée et un Comité Technique multisectoriel chargé de l'élaboration d'un « Plan Action National Entreprise et Droits de l'Homme » a été créé et placé sous la coordination du ministère des Droits Humains. (ODD 8 cible 7).

T. Réforme de la justice

Rec. : 119.88 ; 119.114 ; 119.115 ; 119.117 ; 119.44

70. Adoption du Plan d'actions prioritaires 2021–2023 de la Politique Nationale de Réforme de la Justice.

71. Recrutement de 5.000 nouveaux Magistrats.

72. Organisation et tenue par la justice militaire de plusieurs audiences foraines à Kinshasa et dans certaines provinces.

73. Nomination, à travers neuf Ordonnances Présidentielles du 31 Juillet 2022, des Magistrats à la Cour Constitutionnelle, à la Cour de Cassation, au Conseil d'Etat, au Conseil Supérieur de la Magistrature et aux différentes Cours d'Appel du pays.

74. Mise à la retraite des Magistrats et recrutement des nouveaux magistrats en cours.

75. Organisation des Corps des Inspecteurs de la police judiciaire près les parquets et la Police Judiciaire de la Police Nationale Congolaise.

76. Sur les 1.444 Juridictions prévues pour installation dans le Plan d'Actions Prioritaires 2022, 343 ont été déjà installées.

77. Le Gouvernement prévoit l'installation de 38 Tribunaux de Paix dans certains territoires de la République.

78. A cela s'ajoutent 16 Tribunaux de Grande Instance dans les Territoires et 11 Tribunaux pour enfants dans chaque Province.

79. Inauguration le 13 août 2021 du Camp de détention de Luzumu à Kasangulu dans la Province du Kongo Central par la Ministre de Justice. Cette Prison réhabilitée est destinée à

accueillir une population carcérale de type masculin, majeur et condamnée définitivement à des peines supérieures ou égales à 3 ans d'emprisonnement. (ODD 10 cible 3 et 16 cible 6).

U. Droit à la paix et à la sécurité

Rec. : 119.38 ; 119.71 ; 119.123 ; 119.35

80. Le Centre congolais de lutte anti-mines, (CCLAM) et l'UNMAS luttent contre les mines antipersonnel avec comme objectif « zéro mine », « zéro explosif de guerre » et « zéro engin explosif ».

81. Le Gouvernement de la République continue de mener des efforts pour éradiquer tous les groupes armés sévissant en RDC.

82. Dans le même ordre, en juin 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a recommandé aux M23 appuyés par le Rwanda de se retirer des zones occupées en RDC.

83. La RDC continue à œuvrer avec ses partenaires locaux et internationaux pour une paix durable. (ODD 16 cibles 1 et 3).

V. Adhésion aux principes volontaires

Rec. : 119.2

84. En 2020, la RDC a créé l'Entité de Suivi du respect des Droits de l'Homme et de Sécurité dans les Industries Extractives (RSDH).

85. Le 3 août 2020, la RDC a fixé par Arrêté, les modalités de mise en œuvre de l'initiative des principes volontaires sur la sécurité et le respect des droits de l'homme dans les industries extractives.

86. Le 25 mai 2023, la RDC a adhéré à l'initiative des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, et, est devenue membre engagé.

87. Un Comité chargé de l'élaboration d'un Plan d'Action National entreprises et droits de l'homme devra très prochainement être désigné. (ODD 8 cible 7).

V. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes liées à la mise en œuvre de certaines recommandations acceptées, évolution de la situation des droits de l'homme en RDC

A. Progrès réalisés et meilleures pratiques

88. Depuis le dernier cycle de l'EPU, des efforts inlassables ont été fournis en vue d'améliorer le cadre légal de promotion et de protection des droits de l'homme en faveur notamment de : personnes handicapées, peuples autochtones pygmées, défenseurs des droits de l'homme, professionnels des médias, personnes soumises à une quelconque forme de détention ou d'emprisonnement, victimes de graves violations des droits de l'homme.

89. Au cours de cette même période, le cadre organique et structurel de prise en charge des personnes victimes de violations des droits de l'homme a également été amélioré, notamment avec la création des fonds d'indemnisation et de réparation et autres services et établissements publics.

90. S'agissant des meilleures pratiques, il convient de noter la bonne collaboration qui existe entre les mécanismes nationaux de promotion et de protection des droits de l'homme que sont le Comité Interministériel des Droits de l'Homme (chargé de la préparation et la soumission des rapports nationaux), la Commission Nationale des Droits de l'Homme, la Commission Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale, la Commission Genre, Famille et Enfant de l'Assemblée Nationale, les Cours et Tribunaux (civils et militaires à travers le

Conseil Supérieur de la Magistrature), les Organisations thématiques de la société civile, dans le cadre des échanges d'informations sur les questions relatives aux droits de l'homme.

B. Difficultés rencontrées et contraintes liées à la mise en œuvre de certaines recommandations acceptées

91. Depuis le dernier cycle de l'EPU, la RDC a éprouvé quelques difficultés notoires liées à la mise en œuvre de certaines recommandations acceptées, notamment l'inaccessibilité des services étatiques compétents dans les zones en conflit et sous occupation des groupes armés, en vue d'exécuter les politiques nationales, les plans et programmes nationaux ainsi que les stratégies nationales visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme de manière générale et particulièrement les droits catégoriels.

92. Plusieurs de ces services étatiques ont même été contraints de quitter les zones en conflit ou sous occupation.

C. Evolution de la situation des droits de l'homme en RDC

93. En dépit des conflits armés qui continuent de perturber les priorités de la RDC en matière des droits de l'homme, la situation des droits de l'homme a du moins connu, depuis le dernier cycle de l'EPU, une évolution significative notamment à travers des politiques, plans, programmes, stratégies et actions prioritaires déjà exécutés ou en cours d'exécution et ce, grâce aux efforts de mobilisation des fonds publics ainsi qu'à l'appui de certains partenaires techniques et financiers.

VI. Priorités, initiatives et engagements nationaux mis en œuvre

A. Priorités

94. Depuis le dernier cycle de l'EPU, la RDC s'est fixée quelques priorités en matière des droits de l'homme et, qui se sont traduites par la volonté exprimée et l'engagement de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat et Madame la Première Ministre, Chef du Gouvernement.

95. A cet effet, le Gouvernement s'est engagé à :

- Créer plus de 6.400.000 emplois à l'horizon 2028 ;
- Assurer avec beaucoup d'efficacité la sécurité des populations ;
- Protéger le pouvoir d'achat des ménages ;
- Poursuivre la gratuité de la maternité ;
- Assurer la formation des enseignants ;
- Augmenter sensiblement le taux d'accès des populations à l'eau potable ;
- Poursuivre l'électrification des ménages en milieux ruraux ;
- Accroître la compétitivité à travers la transformation des produits agricoles et miniers bruts ;
- Poursuivre la diversification de l'économie ;
- Garantir l'accès aux services sociaux de base par la couverture santé universelle et la gratuité de l'enseignement au niveau primaire ;
- Renforcer l'efficacité des services publics par le rajeunissement du personnel de l'administration publique ainsi que leur formation ;
- Mettre un accent particulier sur l'entrepreneuriat des jeunes.

B. Initiatives

96. Dans le cadre des initiatives de développement, il convient de noter la mise en œuvre, sur décision du Président de la République, sous financement public et avec l'appui des partenaires techniques et financiers, le « Programme de Développement Local des 145 territoires », qui vise à améliorer le cadre de vie des populations rurales.

97. Adossé au Plan National Stratégique de Développement de 2019–2023, Programme d'Actions du Gouvernement de 2021–2023 et au Programme Présidentiel Accéléré de Lutte contre la Pauvreté et les Inégalité, ce Programme est organisé autour de 4 composantes ci-après :

- Améliorer l'accès des populations des territoires ruraux aux infrastructures et services socio-économiques de base ;
- Promouvoir le développement des économies rurales et des chaînes de valeur locales ;
- Renforcer les capacités de gestion du développement local ;
- Développer un système d'information géoréférencée de suivi à même de renseigner sur les progrès du programme.

C. Engagements nationaux pour la mise en œuvre des recommandations acceptées

98. A l'issue du 3^{ème} cycle de l'Examen périodique universel, la RDC s'est engagée dans la voie de la mise en œuvre des recommandations par :

- L'élaboration d'une brochure visant à regrouper les recommandations par thématiques ;
- La vulgarisation des recommandations à travers les médias (radio et télévision nationales et radio communautaire).

VII. Attentes

99. Face aux difficultés éprouvées dans la mise en œuvre de certaines recommandations acceptées, la RDC sollicite de la Communauté internationale :

- Un accompagnement significatif pour le rétablissement d'une paix durable sur l'ensemble du territoire national et, particulièrement dans les zones en conflit et sous occupation des groupes armés en vue du retour de l'autorité de l'Etat ;
- Un appui multiforme susceptible de faciliter l'exécution des politiques, plans et programmes et stratégies nationaux en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

VIII. Recommandations notées

100. Il sied de rappeler qu'à l'issue du 3^{ème} cycle de l'EPU, la RDC avait noté des recommandations portant essentiellement sur la question de l'abolition de la peine de mort et celle en rapport avec la protection des personnes LGBT+. A ce jour, la position de la RDC sur ces questions reste celle qu'elle avait adoptée à l'issue du dialogue interactif devant le Conseil des droits de l'homme.